

Cour de Justice de l'UEMOA : Le magistrat malien, Daniel Amagoïn Téssougué désormais aux commandes

MALI

382

www.malikile.com

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENREDI 07 JUIN 2019

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Dialogue politique inclusif :

La cacophonie !



Centre du Mali : Antonio Guterres tire la sonnette d'alarme sur un "fort risque d'atrocités"



Haut conseil des Collectivités : 13 dossiers épluchés et entérinés

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Une	Dialogue politique inclusif : La cacophonie ! 4	P.4
Brèves	Djenné : 6 000 têtes de bétail enlevées P.7 Tombouctou : Avis aux propriétaires des voitures P.7 Bamako le 06 Juin 2019 : Carnet d'audience du Ministre des Transports et de la Mobilité Urbaine 7 P.7 Mali : Le banquier Anéa Ibrahim Camara lance sa formation politique P.8 SOS pour Seydou Bamanan : Les dernières nouvelles de notre confrère Seydou Traoré dit Bamanan de la radio jekafo sont plus inquiétantes 8 P.8 Contrôle sur l'axe Abidjan-Bamako : L'enfer après le purgatoire P.9 Goundam en deuil : Funérailles du gendarme tué mercredi par des hommes armés 9 P.9 Violences basées sur le genre : Les policiers outillés sur la question P.10 « Un Malien, un Arbre » : Planter 22.000.000 millions d'arbres à l'horizon 2022 10 P.10 Commissariat de Moribabougou : Des bandits de grand chemin mis hors d'état de nuire P.11 Le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale : Agenda de S.E.M Tiébilé DRAMÉ P.11 Office Malien de l'Habitat : Polémique autour de l'attribution des logements sociaux 11 P.11	
Actualité	Session du mercredi 5 juin 2019 : Le conseil des ministres a pris d'importantes décisions 13 P.13 Centre du Mali : Antonio Guterres tire la sonnette d'alarme sur un "fort risque d'atrocités" 14 P.14 Cour de Justice de l'UEMOA : Le magistrat malien, Daniel Amagoïn Téssougué désormais aux commandes 15 P.15 Noud du Mali : Vaste opération de Barkhane dans la région du Gourma à la frontière du Burkina 16 P.16	
Politique	Haut conseil des Collectivités : 13 dossiers épiluchés et entérinés 17 P.17 Cnas Faso Hère : 8 ans de combat pour changer les mentalités au Mali 18 P.18	
Culture & société	Découverte de l'Amérique : Bien avant Christophe Colomb, les Maliens naviguaient vers les Amériques 20 P.20 L'hypertension artérielle : Une "tueuse silencieuse" 21 P.21	
International	Sénégal : Aliou Sall en passe de démissionner P.22 Cérémonie commémorative du débarquement : La pique de Macron à Trump lors des commémorations du Débarquement 22 P.22 RCA : Un nouveau groupe armé voit le jour dans le Nord P.23 Afrique du Sud : Un proche du dissident rwandais assassiné ciblé à son tour 23 P.23	
Sport	Ligue des champions : La finale Espérance-Wydad rejouée sur terrain neutre 24 P.24 Mondial U20 : Mali vs Italie, ce vendredi 25 P.25 Affaire Neymar : Najila Mendes de Souza accuse de nouveau le Parisien de viol 26 P.26	

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

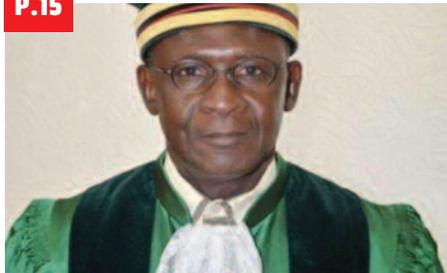
Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Directeur de la Publication** : Casimir Sangala
- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Ali Moro, Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougué

P.7



P.15



P.18





Dialogue politique inclusif : La cacophonie !

Le Dialogue politique inclusif (ou refondateur), tel que demandé par l'opposition et finalement accepté par le Président de la République Ibrahim Boubacar Keita, devient de plus en plus l'Alpha et l'Omega de la vie publique malienne. Il est cité à propos de tout et de rien et servi à toutes les sauces. Il est devenu la réponse à toutes les questions embarrassantes et l'argument ou le prétexte pour différer tous les problèmes de la République.

Des membres du FSD, ont révélé qu'au cours des discussions avec le Premier ministre, il avait été proposé d'entamer le Dialogue un mois après la signature de l'Accord politique. Ce délai avait été ramené dit-on à deux semaines avant que le terme « meilleurs délais » ne vienne remplacer toutes les estimations datées. Le Gouvernement a peut-être eu un bon réflexe de ne pas se laisser enfermer dans des délais difficiles à respecter avec le risque d'éroder un peu plus la confiance qui existe déjà très peu entre acteurs politiques.

Quoi qu'il en soit, le Dialogue politique se prépare actuellement dans une totale cacophonie, à différents niveaux institutionnels et sans harmonie ni cohérence.

D'abord au niveau de l'Assemblée nationale la Commission des lois constitutionnelles et de la législation s'est saisie du dossier du dialogue politique inclusif et a adressé des invi-

tations à différentes forces politiques et sociales pour des séances d'écoute. Il nous revient, selon des sources parlementaires fiables que le FSD, la principale composante de l'opposition, a adressé à cette Commission une lettre pour décliner sa compétence et dénoncer une violation flagrante de la loi.

Le FSD aurait estimé en substance qu'une Commission générale n'a pas compétence pour prendre en charge un tel dossier qui ne peut relever que d'une Commission spéciale laquelle est mise en place sur délibération spéciale de l'Assemblée nationale et est présidée par un député de l'opposition. Que pense l'Assemblée de cette interprétation de son Règlement intérieur ? Ce qui est sûr, c'est que la Commission continue allègrement ses écoutes ce qui pourrait s'assimiler à un rejet des observations du FSD. Mais alors avec quelles suites sur la validité de ses travaux ? La Commission gagnerait alors à instaurer un dialogue avec ceux qui contestent sa compétence pour trouver un éventuel un compromis.

Parallèlement à l'Assemblée nationale, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation a entamé les discussions avec les mêmes partis sur le même sujet. D'ailleurs l'ORTM se fait régulièrement l'écho de ces rencontres au cours de ses différents journaux télévisés. De nombreux leaders politiques de la majorité et de l'opposition et

même quelques acteurs de la société civile ont répondu à son appel. En dépit du fait que le cadre de concertation qui avait été institué à son ministère avec Ag Erlaf avait été boycotté par l'opposition et le CMA. Cette commission est-elle tombée en désuétude au vu des dynamiques nouvellement créées ?

Plus haut, le Premier ministre a lui aussi entamé des rencontres avec les mêmes acteurs pour le même objet et au même moment. A quoi serviraient donc les travaux en cours aux niveaux de l'Assemblée nationale et du ministère de l'Administration territoriale si le Premier ministre, au même moment consulte. D'où le risque réel d'empiètement, de redites voire de contradictions. Ne dit-on pas que qui trop embrasse, mal étreint ? Les pouvoirs publics en font-ils trop et dans la précipitation ? La peur de l'immobilisme ou d'un éventuel reproche de passivité explique-t-elle cette soudaine frénésie ?

Surtout, et c'est la cerise sur le gâteau, le Président de la République a adressé une lettre au Président de l'EPM, du FSD et à d'autres leaders politiques pour leur demander de s'adresser au Premier ministre pour leurs observations sur le Dialogue politique. Cette lettre aurait suscité quelques réactions négatives en raison dit-on de son caractère peu inclusif.

Quelle date pour le dialogue politique inclusif ? Avec quels participants et sur quels thèmes ? Pour quelle durée ? Bien malin qui, dans la cacophonie ambiante, pourrait donner des réponses à ces questions.

■ **Moctar SOW**

Ammy Baba Cisse



"Je ne connais pas le refuge d'Iyad sinon je suis prêt à discuter avec lui." CheickOumarKonare.

"Pour moi, si nous ne voulons pas aller à l'aventure, que les députés prolongent leur mandat et qu'on avance." CheickOumarKonare

"Après avoir subi des violences, avec mon véhicule totalement incendié, j'ai laissé la presse pour être Avocat. #CheickOumarKonare. "La presse et l'avocature se rejoignent dans la défense de la liberté." CheickOumarKonare.

"S'il y a une chose en laquelle je crois et pour laquelle je me bats, c'est la liberté." CheickOumarKonare.

"Gouverner par ordonnance a plus d'inconvénients que d'avantages car tout le pouvoir revient à l'Exécutif" CheickOumarKonare

Youssouf Alidji Traore



M. MAHAMANE MARIKO - OFFICIEL

Une bonne chose est de dédier son mandat à la jeunesse. Mais si sa mise en oeuvre revêt autant de discriminations, il y a de quoi craindre une intrigue. Aujourd'hui, on assiste à la promotion et l'immunité pour les uns et ceci au détriment des autres. Cette situation doit plutôt amener ces autres à plus de discernement et de solidarité au lieu de continuer à foncer la tête baissée au côté des tenants d'un système qui ne profite en réalité que de leur naïveté et leur précarité.

M. Mahamane MARIKO

Président du Parti CRAJ Faso-nyèta.

Hive Noël Albert

Hive Noël Albert à Les maliens unis pour le Mali. La corruption fait plus de mal à l'Afrique que les coups d'État surtout pour le mali



Le Politologue krymo

Le Politologue krymo a partagé une publication dans le groupe Collectif pour la Défense de la République C D R. Affaire "Birama Touré". Quand le singe veut mourir, il dit qu'il fait chaud en brousse. Katio Vs SAXE, Ça va se savoir !



Galsen Ba



Tchad officiel / Soudan : plus de 30 morts et 300 blessés lors de la dispersion violente du sit-in de la contestation. La fin du ramadan s'annonce très triste pour nos chers voisins. Que dieu leur vienne en aide. Le bras de fer entre les généraux au pouvoir au Soudan et la contestation a pris une tournure violente ce lundi avec la dispersion par la force du sit-in des manifestants à Khartoum.

Le Résumé

Dramane Keïta, et de nombreux invités. (L'Essor)

UNE ATTAQUE DE GRANDE AMPLIEUR DEJOUÉE DANS LA VILLE DE SEGOU A LA VEILLE DE LA FETE DE RAMADAN, UNE VINGTAINE DE PRESUMES TERRORISTES ET COMPLICES APPREHENDÉS

Les forces de sécurité sont parvenues à déjouer une attaque terroriste



de grande ampleur dans la cité des balanzans, à quelques encablures de Bamako, dans la soirée du 3 au 4 juin (veille de la fête de Ramadan). Une vingtaine d'assaillants et complices ont été mis hors d'état de nuire et placés à la disposition de la Brigade territoriale de Gendarmerie pour des enquêtes plus approfondies

El Bachir Thiam

El Bachir Thiam a partagé une publication dans le groupe Sans la confiance, l'amour n'existe pas.



MALI KO DRON / Cooperation_bilaterale Mali_Russie
Les 9 et 10 juin, le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale de la République du Mali, Son Excellence, Tiébilé DRAMÉ, sera en visite de travail à Moscou. Avec Sergey Lavrov, ils discuteront du renforcement de la coopération MALI-ANNO -RUSSE.

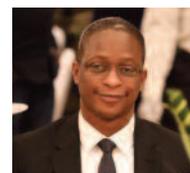
Iba (Ibrahim) Toure

Une forte délégation d'hommes d'affaires est venue de la Turquie au Mali, et s'intéresse à l'énergie. Mais les projets énergétiques sont très difficiles à mener au Mali, parce que les investisseurs doutent de la capacité d'EDM de payer ces fournisseurs. Nous devons renforcer l'EDM



Arouna Modibo TOURÉ

Hier avec le Président IBK pour la remise du drapeau national à notre valeureuse équipe des Aigles avant leur départ pour le Qatar. Moments émouvants et de grande fierté CAN2019 Mali LesAigles



Idrissa Seck

A l'occasion de la Korité, je vous souhaite une excellente fête. Que le Tout Puissant agrée et récompense nos bonnes actions. Déwénati



Karim Keita

Ce matin à la commission défense de l'assemblée nationale, début des écoutes concernant le projet de loi portant création de l'armée de terre, l'armée de l'air et la garde nationale. @FAMa_Mali @SecuriteML



Jigi

Le Mali va consacrer un peu plus de 13,8 milliards de F CFA en 2019 pour rendre opérationnels de nouveaux services publics. Les dépenses liées à la mise en place des nouvelles régions (8,8 milliards) et de cantines scolaires (2 milliards) se taillent la part du lion.



Le Point Afrique

Algérie : et si la crise politique datait de plus longtemps qu'on ne le pense https://www.lepoint.fr/afrique/algerie-et-si-la-crise-politique-datait-de-plus-longtemps-qu-on-ne-le-pense-06-06-2019-2317433_3826.php?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Twitter&Echobox=1559838776#xtor=CS1-175-%5BEchobox%5D...



Jeune Afrique

Violences post-électorales au Bénin : Thomas Boni Yayi va être auditionné par un juge d'instruction



Studio Tamani

Mali : Habitat : polémique autour de l'attribution des logements sociaux. Une semaine après la publication de la liste des bénéficiaires des logements sociaux, aucune date n'est encore retenue pour la remise officielle des clefs. A lire sur : <https://bit.ly/2lohPoC>

Djenné : 6 000 têtes de bétail enlevées



Quelque 6 000 têtes de bétail ont disparu de Djenné, le 4 juin dernier, selon des sources locales. Cet important troupeau, appartenant à des éleveurs, a été enlevé par des hommes habillés en tenue de chasseurs donsos. Selon toujours les mêmes sources, des hommes portant des tenues militaires, munis d'armes, accompagnaient les assaillants tout au long de cette opération.

L'enlèvement de bétail est en passe de devenir une véritable source d'enrichissement pour les groupes armés, les milices et bandits de grand chemin dans la région de Mopti. De nombreux éleveurs ont dû payer de leur vie cette convoitise tous azimuts d'hommes armés de tout acabit. Il ne fait l'ombre de doute que, depuis quelques mois, le bétail est devenu un trésor de guerre au centre du pays.

Nous y reviendrons.

■ A. DIARRA

Tombouctou : Avis aux propriétaires des voitures



L'événement d'hier soir relatif à l'enlèvement d'une Hunday de couleurs noire illustre la parfaite détermination des bandits de réduire le maximum de confort aux populations. Cette voiture appartient à une modeste enseignante dont le souci est d'arriver à temps à l'école. Je suis conscient que ces voitures ne sortent pas, elles sont détachées juste après l'opération.

Actuellement les pièces détachées rapportent plus que la vente du véhicule qui est souvent repérable.

Alors place maintenant aux petites voitures qui constituent désormais la cible.

Nous devons par vigilance avoir l'œil sur des garages clandestins dont les prestations ne sont que des actions de cette nature. Personne n'est

Bamako le 06 Juin 2019 : Carnet d'audience du Ministre des Transports et de la Mobilité Urbaine



L'ambassadeur du Brésil au Mali annonce la venue d'une délégation du Groupe Marco Polo au Mali. On s'achemine sûrement vers un renforcement de la coopération bilatérale entre le Brésil et le Mali dans le secteur des transports. Cette audience entre le Ministre des Transports et de la Mobilité Urbaine et l'Ambassadeur du Brésil au Mali a permis de discuter des projets porteurs, notamment le renouvellement du parc auto du Mali, et l'installation d'un réseau de transport téléphérique à Bamako.

Discussions franches et directes, c'est en ces termes qu'on peut qualifier cet entretien entre les deux personnalités. Le Brésil entend faire profiter notre pays de cette expertise à travers un partenariat gagnant-gagnant. C'est le sens de cette démarche de l'hôte du jour. Son Excellence Rafael de Mello Vidal a annoncé au Ministre LY, la venue très prochaine d'une délégation composée de techniciens du Groupe Marco Polo à Bamako. Une visite qui permettra de donner corps au projet de renouvellement du parc auto du Mali quand on sait que le groupe géant Marco Polo du Brésil a une expertise avérée dans le secteur des transports en Amérique latine.

En réponse, le Ministre Ibrahima Abdoul LY a réitéré la disponibilité de son département à collaborer avec le Brésil à travers le Groupe Marco Polo, cela en vue d'apporter des solutions pratiques aux problèmes de transports urbains et interurbains.

Les deux personnalités ont également échangé sur le projet d'installation d'un réseau de transport téléphérique. Un projet qui va permettre de désengorger la capitale malienne.

à l'abri, car le gouvernorat a déjà été victime de cas de véhicules emportés ou souvent braqués.

Le conseil régional également a été visé à travers son président sur l'axe Tombouctou-Bambara. Quant aux forces armées, la gendarmerie, la protection civile et plusieurs véhicules de ravitaillement des checkpoints ont été enlevés. Ces bandits dans leur agenda de détruire la cohabitation ou promouvoir le refuge des populations fixes vont après braquer à mains armées les domiciles. Aucune ligne d'espoir n'est encore tracée, aucune piste des malfrats n'est aussi visible encore moins une voix élevée pour dénoncer ces pratiques.

Vivra le plus fort à Tombouctou et le faible va périr à petit feu comme l'histoire de Tombouctou.

Mali : Le banquier Anéa Ibrahim Camara lance sa formation politique



Une nouvelle formation politique a vu le jour au Mali. À sa tête, un banquier : Anéa Ibrahim Camara, qui a donc lancé mercredi 5 juin à Bamako devant ses militants le Mouvement républicain (MR). Un parti qui ne se réclame ni de la majorité ni de l'opposition. Dans son programme, le MR met en avant la crise du nord du Mali, mais aussi le taux de chômage des jeunes.

Plutôt à l'aise dans la discussion, le banquier Anéa Ibrahim Camara explique pourquoi, malgré l'existence d'une multitude de partis politiques au Mali, il crée sa formation, le Mouvement républicain MR : « Pour apporter une voix qui est une voix authentique, pour faire les choses différemment. »

Refusant les étiquettes de parti d'opposition, de la majorité, l'homme au visage poupin confie son principal objectif : « Faire du Mali un pays qui va à nouveau donner de l'espoir à ses citoyens, mais en les responsabilisant. »

Pour y parvenir, Anéa Ibrahim Camara veut mobiliser les jeunes et les femmes : « En leur donnant du travail, en leur donnant une formation. Pas une formation académique, mais une formation professionnelle. » Insistant sur le respect de la parité hommes-femmes dans les instances de décisions, le banquier, âgé de 48 ans, qui affirme avoir du monde derrière lui, évoque la situation du nord du Mali : « Lorsque l'on signe des accords, il est extrêmement important de les respecter. Le Malien, où qu'il soit, quel qu'il soit, doit se sentir à l'aise dans son pays. »

Et pour terminer, le leader du MR se dit prêt pour 2023, année de la prochaine élection présidentielle au Mali.

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernière informations du moment

SOS pour Seydou Bamanan : Les dernières nouvelles de notre confrère Seydou Traoré dit Bamanan de la radio Jekafo sont plus inquiétantes



Evacué en Tunisie pour suivre un traitement suite à la mobilisation des fans et auditeurs de la radio, son traitement se bute encore à un problème d'ordre financier.

En effet, le diagnostic posé par les médecins du Mali étaient très loin du compte et c'est malheureusement sur cette base que les prévisions financières étaient faites.

Son cas est plus grave qu'on ne le pensait mais pas désespérant. Pendant 5 heures d'horloge, cinq professeurs Tunisiens spécialistes dans des domaines différents l'ont examiné. Au final, les calculs de bases et les premiers diagnostics se sont révélés incorrectes.

Je ne connais pas des termes très techniques mais il souffre de deux maux qui nécessitent deux interventions chirurgicales différentes au niveau de la poitrine et du Larynx. Voilà pourquoi il a la voix prise car il manque d'air très souvent. Plus nous gagnons du temps, plus nous avons la chance de le sauver.

Le coût des soins est estimé à 20.000 euros soit environ 14 millions de francs CFA. C'est là que se posent nos difficultés car la somme mobilisées pour le départ est très au-dessous de cette manne.

«Je voudrais au nom de la famille et de l'ensemble de la presse lancer ce SOS aux autorités et aux personnes de bonne volonté pour nous aider à sauver cette vie en danger.

Du kotètolon au donso-ngoni passant par la revue de la presse à la radio, et à son accompagnement de l'armée au nord dans la guerre de libération du Mali contre les forces du mal, Seydou Traoré dit Bamanan a tout donné à cette nation pendant plus de 20 ans sans en faire un fonds de commerce. Il est resté digne et honnête et aujourd'hui plus que jamais, il a besoin de notre solidarité en retour.

Rendons-lui cet hommage de son vivant et aidons-le à se relever et à continuer à nous informer et à nous divertir.

Par avance, Qu'Allah vous le rende au centuple.»

■ Signé : Seydou Oumar Traoré, journaliste à la Radio Jekafo.

Contrôle sur l'axe Abidjan-Bamako : L'enfer après le purgatoire



Les frontières des pays membres de l'espace CEDEAO sont devenues de véritables lieux de business. On y impose, aux passagers, une infernale raquette. En cette période d'insécurité chronique et de menace terroriste, les agents de contrôle de ces différentes frontières se soucient beaucoup plus de leurs ventres que du contrôle des personnes suspectes à nuire à la stabilité des pays.

Pour le cas de l'Axe Abidjan-Bamako, c'est l'enfer qui est plutôt imposé aux passagers. En effet, de retour de son voyage d'Abidjan, un passager, en possession des enregistrements effectués en catimini dans le car, a témoigné à notre rédaction, l'infernale tracasserie que font subir les agents de contrôle aux voyageurs au niveau du poste de Zégua. Dans deux enregistrements, les clients sont prévenus par un chauffeur du bus, sur les conditions de traverser les différents postes de contrôle. Une véritable mafia à laquelle s'adonnent les agents de contrôle.

Voici, en intégralité les propos du chauffeur aux passagers avant l'arrivée du car à Zégua.

« Vous êtes 60 personnes dans le car. A Zégua vous devez payer 50.000 FCFA. A Sikasso vous payez 25.000 FCFA ; Bougouni 25.000 FCFA ; OULESSEBOUGOU 20.000 F, et à l'entrée de Bamako vous payez 20.000 FCFA. A chacune de ces destinations, vous cotisez en tenant compte du nombre de bagage de chaque passager. Sans cotisation, vous ne serez pas à Bamako » prévient le chauffeur.

A signaler que c'est par cotisation de chaque passager que ces différentes sommes sont rendues aux contrôleurs. Le gouvernement du Mali, plus particulièrement le ministre de la sécurité intérieure et de la protection civile est plus que jamais interpellé. Car de telle pratique, surtout en cette période de grands mouvements terroristes, constitue une véritable menace à la sécurité de l'Etat.

■ Boubacar Kanouté

Goundam en deuil : Funérailles du gendarme tué mercredi par des hommes armés



Le gendarme tué par des hommes armés à motos mercredi à Tonka, dans le Cercle de Goundam (Nord), a été enterré le même jour, lors de funérailles au cours desquelles des honneurs lui ont été rendus par un détachement militaire, en présence de la population de Goundam, a constaté l'AMAP.

Les assaillants armés de kalachnikov, ont ouvert le feu, vers trois heures du matin, sur le poste de gendarmerie de Tonka. Ils se sont ensuite dirigés sur le logement des gendarmes, dans la ville, où ceux-ci s'étaient retirés, pour passer la nuit. Les assaillants ont ouvert le feu sur le Maréchal des logis (MDL), Issa Sidibé, qui a été atteint à la nuque alors qu'il soulevait la tête pour voir la position des agresseurs, selon les témoignages.

Le MDL Issa Sidibé, 31 ans, a intégré le corps de la gendarmerie en 2011. Il était à sa première mission dans le Nord du Mali et "s'est illustré par sa loyauté et son dévouement", a dit le Capitaine Mamadou Coulibaly, le chef d'escadron de Goundam, dans son oraison funèbre.

Tous les responsables administratifs, avec à leur tête le premier adjoint du Préfet du Cercle de Goundam, Ibrahima Goita, le président de l'Autorité intérimaire, l'imam de la ville, les notabilités, les élus locaux, la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA), les Forces de l'ordre et une foule importante ont pris part aux obsèques du gendarme.

Le poste de Gendarmerie de Tonka occupe une position stratégique dans la Région. Ce qui explique, selon des sources sécuritaires, les attaques multiples qu'il subit, ces derniers temps, "afin de pousser les autorités à le fermer et laisser le champs libre aux activités de banditisme".

Les habitants de Tonka demandent aux autorités nationales de prendre toutes les dispositions pour renforcer la présence des gendarmes et militaires dans la zone, afin de permettre aux populations de vaquer à leurs activités, notamment agricoles, autour des lacs Horo, Faty et Télé où persiste l'insécurité.

■ AAT/MD

Violences basées sur le genre : Les policiers outillés sur la question



Les agents de 17 commissariats de police du district de Bamako et celui de Kalabancoro viennent de boucler une formation sur les violences basées sur le genre. La cérémonie de clôture, jeudi dernier au commissariat de Kalabancoro, était présidée par le directeur général de la police nationale, l'inspecteur général Moussa Ag Infahi.

Cette formation s'inscrit dans le cadre de l'exécution du plan de travail 2019 du point focal genre de la direction générale de la police nationale (DGPN).

Elle avait pour objectif d'outiller les policiers dans la prise en compte des besoins spécifiques des usagers et surtout la gestion des cas de violences basées sur le genre (VBG). Il s'agit, entre autres, du viol, des agressions sexuelles, physiques, psychologiques, du mariage précoce. Le genre est une question très importante au niveau de la police nationale, car elle concerne tout ce qui porte atteinte aux droits humains particulièrement à ceux des femmes, a soutenu le directeur général de la police nationale.

Pour l'inspecteur général Moussa Ag Infahi, il ne doit pas y avoir au Mali l'impunité pour les violations des droits des femmes. En outre, le patron de la police a exhorté les commissaires de police à prendre la question du genre au sérieux.

Le contrôleur général Célestine Dombwa, point focal genre de la police nationale, dira que le rôle des forces de sécurité est crucial dans la lutte contre ce fléau.

C'est pourquoi cette mission, régaliennne de protection et d'assistance des femmes en situation de vulnérabilité doit être bien maîtrisée et appliquée à hauteur de souhait.

Pour le sergent-chef Abou Hamadou Allaha, porte-parole des participants, cette formation a été une bonne initiative, car il leur a permis de comprendre beaucoup sur le genre. Il a assuré que les participants feront bon usage des connaissances acquises.

« Un Malien, un Arbre » : Planter 22.000.000 millions d'arbres à l'horizon 2022



C'est le projet qu'ont lancé les coordinateurs de l'initiative « Un Malien, un arbre ». Le pari peut sembler fou, mais il reste d'actualité en cette Journée mondiale de l'environnement.

Face aux défis des changements climatiques et ses conséquences négatives, on constate au Mali, une perte de près 80 % de la biodiversité, avec des phénomènes comme la désertification, et une augmentation des températures, le reboisement s'impose donc, à défaut de l'application d'une vraie politique nationale.

Aujourd'hui, le Mali dispose de 112 forêts classées et périmètres de protection d'une superficie de 1.338.991 ha, soit moins de 1% de la superficie du pays. Ces forêts classées font l'objet d'occupation anarchique entraînant leur dégradation. Les principaux facteurs sont l'agriculture (le nomadisme agricole), la transhumance et la divagation d'animaux domestiques, la coupe de bois pour les besoins énergétiques d'une population en croissance permanente.

Ali Daou, chargée de programmes à l'Unesco, est l'un des initiateurs du projet : « Nous avons été sensibles aux problèmes des femmes, qui sont aussi touchées par ces changements climatiques. « Ce sont elles qui utilisent le charbon de bois pour les travaux ménagers. Il fallait d'abord les sensibiliser pour instaurer une dynamique de changement positif » explique-t-il.

D'où l'idée d'une plateforme d'associations, de personnalités et d'individus pour porter l'initiative Un Malien Un arbre. « Si chacun plantait un ou deux arbres, ce serait déjà pas mal », souligne M. Daou, conscient de l'ampleur de la tâche. Les arbres jouent un rôle important, pour préserver de bien des phénomènes, y compris les migrations, ou le nomadisme. Les forêts aident à reconstituer les nappes phréatiques si cruciales pour l'eau potable.

C'est pourquoi Ali Daou en appelle à l'engagement de tous les Maliens pour réussir le pari fou de planter ces quelques 22 millions d'arbres à l'horizon 2022 !

■ Mame Diarra Diop



Commissariat de Moribabougou : Des bandits de grand chemin mis hors d'état de nuire



Les hommes du Commissaire Sékou Dembélé ont mis hors d'état de nuire, la semaine dernière, des cambrioleurs qui écumaient Moribabougou et ses environs ainsi que deux autres malfrats spécialistes de vol de motos et ayant à leur actif plusieurs actes criminels. Suite à de multiples plaintes des populations, les hommes du Commissaire Sékou Dembélé, sous la houlette du Chef de la Brigade de Recherche, le Capitaine de Police Bocar Berthé, ont pu mettre le grappin sur R-BA et Geremy, deux spécialistes de vols et braquages. Ils avaient en leur possession plusieurs portables, des portes en fer dont certaines ont été mises sur le marché, ainsi que la somme de 100.000 F CFA.

À leur suite, deux autres malfrats ont été arrêtés, dont l'un s'étant spécialisé dans le vol de motos dans les espaces de lavage où, préalablement, il se faisait recruter comme employé.

Quant au second bandit, communément appelé «Serpent», Issa Diarra à l'état civil, il s'est fait alpaguer par les hommes du Commissaire Sékou Dembélé alors qu'il faisait l'objet de recherches actives par toutes les unités de la Police.

Ce dernier a été remis au Commissariat du 1er Arrondissement.

À noter que des fabricants illégaux d'armes à feu ont également été appréhendés.

Le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale : Agenda de S.E.M Tiébilé DRAMÉ

Du 09 au 10 juin une visite d'amitié et de travail à Moscou en Russie une délégation malienne séjournera. Au cours de son séjour, le Chef de la Diplomatie malienne aura des entretiens avec plusieurs personnalités Russes parmi lesquelles, son homologue Sergeï LAVROV. Au menu des échanges, des questions de Coopération et de développement.

Ce déplacement du Ministre DRAMÉ, vise surtout à renforcer l'axe Bamako-Moscou.

■ Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI

Office Malien de l'Habitat : Polémique autour de l'attribution des logements sociaux



Une semaine après la publication de la liste des bénéficiaires des logements sociaux, aucune date n'est encore retenue pour la remise officielle des clefs. En attendant, si des bénéficiaires approuvent la « transparence » dans le respect des critères d'attribution, des candidats malheureux, dénoncent une « magouille à ciel ouvert ». Après six tentatives, Maïmouna Sissoko est l'une des bénéficiaires de logements sociaux. Elle estime que la distribution actuelle a été transparente par rapport aux années précédentes. « Moi je remercie le bon Dieu, c'est lui qui m'a offert cette maison-là. Ça fait six fois que je postule. Ils ont fait le choix par ancienneté. J'ai des connaissances qui sont à leur sixième, septième tentative, eux aussi en ont bénéficié », témoigne cette bénéficiaire, pour qui « la distribution a été bien faite ». « Ce n'est pas parce que l'ai eu que je dis ça, mais parce que l'autre fois j'ai vu mon numéro de récépissé devant le nom de quelqu'un d'autre », renchérit-elle.

Contrairement à Mme Sissoko, M. Kanté n'a pas eu cette chance. « Je remplis toutes les conditions requises pour en bénéficier », affirme-t-il. Pour lui, les autorités doivent stopper le « favoritisme » dans la distribution de ces logements.

« J'ai un salaire qui me permet de payer, et j'ai postulé à toutes les opérations. Donc vous comprenez ma frustration. Certains que je connais très bien ont postulé peut-être pour la première fois ou pour la deuxième fois, arrivent à en avoir. Et ils sont allés voir des personnes et m'ont conseillé d'aller voir les mêmes personnes. J'ai pas accepté, parce que me disait qu'il fallait rester derrière le pays et faire confiance aux autorités », dénonce ce postulant malheureux à la nouvelle vague des logements sociaux.

Pour réduire le nombre des frustrés, le Collectif des demandeurs de logements sociaux pensent que les autorités en charge du dossier doivent revoir l'inadéquation entre l'offre et la demande. « Nous avons assisté aux travaux avec l'ensemble des acteurs, et nous jugeons que ces travaux ce sont déroulés dans la plus grande transparence », explique Moussa Touré. Pour le Président du Collectif des demandeurs de logements sociaux, « le nombre de logements doit être vraiment considéré ». « Quand vous donnez trois mille sept cent logements et que vous laissez vingt quatre mille personnes à postuler, au final c'est normal qu'il y aura des gens qui ne seront pas satisfaits et ça peut amener des sérieux problèmes à une nation », a déclaré Moussa Touré, président du Collectif des demandeurs de logements sociaux.

Depuis la publication de la liste des bénéficiaires des logements sociaux, une rumeur portant sur la distribution de nouveaux lots de logements circule. La commission chargée de la distribution dément catégoriquement cette information.



SPiRiT

MEGA TOMBOLA MOBICASH

Participez en faisant des transactions de 5000F ou plus

*offre valable jusqu'au 15 mai 2019

Session du mercredi 5 juin 2019 : Le conseil des ministres a pris d'importantes décisions



Le Président de la République a présidé, hier mercredi 5 juin, dans la salle de délibérations, au Palais de Koulouba, la traditionnelle session hebdomadaire du Conseil des ministres. Après examen des points inscrits à l'ordre du jour, le Conseil a pris d'importantes mesures.

Ainsi, sur le rapport du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, le Conseil des Ministres a adopté des projets de textes relatifs à la ratification de l'Accord de prêt, signé à Marrakech (Maroc), le 06 avril 2019, entre le Gouvernement de la République du Mali et la Banque Islamique de Développement (BID), relatif au financement du Programme pour l'Education des Enfants hors Ecole au Mali. Par cet accord, la Banque Islamique de Développement accorde au Gouvernement de la République du Mali un prêt d'un montant de 33 millions 300 mille Dollars des Etats Unis d'Amérique, soit 18 milliards 315 millions francs CFA. La mise en œuvre du Programme permettra de scolariser 596 mille 597 enfants non scolarisés sur la période 2018-2021 et de leur fournir une éducation de qualité. Le programme couvrira toutes les Académies d'Enseignement. Les bénéficiaires directs du Programme sont les enfants de 7 à 12 ans qui ne sont pas scolarisés dont, au moins 50% de

filles.

Au titre du ministère du Dialogue social, du travail et de la fonction publique le Conseil des Ministres a adopté un projet de décret portant allocation d'une indemnité de logement aux fonctionnaires du cadre de la surveillance des services pénitentiaires et de l'éducation surveillée. Le projet de décret fixe les montants mensuels de l'indemnité de logement accordés aux fonctionnaires du cadre de la surveillance des services pénitentiaires et de l'Education surveillée. Son adoption s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des engagements du Gouvernement avec les partenaires sociaux du secteur des services pénitentiaires et de l'éducation surveillée et contribuera à l'amélioration des conditions de vie et de travail du personnel bénéficiaire. Au titre du ministère de l'Economie et des Finances, le Conseil des Ministres a pris acte d'une communication relative au document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle sur la période 2020-2022. Le document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle permet au Gouvernement d'informer les députés sur l'évolution des finances publiques et sur les objectifs, les orientations et les contraintes de la politique budgétaire à moyen terme.

Il présente le niveau global des recettes attendues de l'Etat par grandes catégories d'im-

pôts et de taxes et les dépenses budgétaires par grandes catégories de dépenses. Il indique également l'évolution de la dette du secteur public et fixe les objectifs à atteindre sur le moyen terme en matière d'équilibre budgétaire et financier. Le document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle prend en compte les priorités d'allocation du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement durable 2019-2023. Il est établi sur la base d'une prévision de croissance réelle de 4,8% en moyenne et un taux de pression fiscale de 16,5% en moyenne sur la période 2020-2022. Les ressources budgétaires sont estimées en 2020 à 2 mille 331 virgules 1 milliards de F CFA ; elles atteindront en 2022 environ 2 mille 714 milliards de F CFA. Les dépenses se situent à environ 2 mille 638 milliards de F CFA en 2020 et 3 mille 90 virgules 4 milliards de F CFA en 2022.

Sur la période 2020-2022, la politique budgétaire sera soumise à des contraintes diverses et variées. Ces contraintes sont, entre autres, l'obligation de respecter les critères de convergence communautaire de l'UEMOA et de la CE-DEAO, la mise en œuvre des engagements souscrits avec le FMI dans le cadre du Programme économique et financier et le service de la dette intérieure. Le document préconise une amélioration de la mobilisation des ressources et une rationalisation des dépenses publiques.

Les dépenses seront orientées vers la prise en charge des engagements du Gouvernement pour lesquels la priorité sera accordée en termes d'allocations budgétaires, notamment à : la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger ; la loi d'orientation et de programmation militaire (deuxième phase) ; la loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité intérieure 2017-2021 ; l'allocation de 15% des ressources budgétaires au secteur de l'Agriculture ; le financement des investissements structurants dans les secteurs productifs ; la consolidation des acquis sociaux et le renforcement du capital humain ; le renforcement de la décentralisation budgétaire en vue de l'atteinte de 30% des recettes budgétaires transférées aux collectivités territoriales.

■ **Synthèse de Abdoul DEMBELE**

Centre du Mali : Antonio Guterres tire la sonnette d'alarme sur un "fort risque d'atrocités"



A quelques jours du renouvellement du mandat de la force onusienne au Mali, Antonio Guterres, le secrétaire général des Nations Unies, dans un rapport adressé au Conseil de sécurité le vendredi, tire la sonnette d'alarme sur un « fort risque » d'atrocités dans les régions du Centre du Mali.

Dans le rapport, Antonio Guterres s'est dit « inquiet » par la montée des violences dans le centre du pays. **« Si ces inquiétudes ne sont pas prises en compte, il y a un fort risque d'escalade qui pourrait aboutir à la commission d'atrocités »**, selon le chef de l'ONU. Guterres a ainsi appelé le gouvernement malien à mener « plus d'actions contre les groupes extrémistes. » Le chef de l'ONU a recommandé un renforcement de la présence de la Minusma dans le Centre du Mali par 280 casques bleus. **« 650 autres casques bleus au nord pourraient être transférés dans les régions du Centre du pays. Ils devraient quitter un camp de la Minusma au Nord qui va être désormais géré par les forces de sécurité et de défense maliennes »**, indique le rapport.

Les tueries des civils sont devenues monnaie

courante dans le centre du Mali. Le dimanche 26 mai 2019, à Macina, des hommes armés non identifiés ont attaqué le village de Soumouni, à 40 km de Macina dans la région de Ségou. Bilan : Un mort et 5 autres blessés. Le lundi 27 mai 2019, trois individus à bord d'une moto tricycle en provenance de la foire de Diallassagou, dans le cercle de Bankass, ont été tués par des hommes armés.

La mort de plus de 160 civils, le 23 mars, dans l'attaque contre le village de Ogossagou avait suscité une vague d'indignations à travers le monde. Des manifestations ont ainsi eu lieu, le jeudi 28 mars 2019, à Niour du Sahel, dans la région de Kayes, à Bruxelles et à Nouakchott pour dénoncer les tueries massives dans le centre du Mali. A Bamako, lors d'un grand meeting, le 5 avril 2019, des centaines de milliers de personnes ont exigé la fin des massacres des civils dans le centre.

La décision du gouvernement malien de dissoudre les milices armées, après le massacre de Ogossagou, reste sans effets. Des groupes armés continuent à défier l'Etat dans le centre du pays. Le mouvement d'auto-défense Dan Nan Ambassagou, dans un communiqué en

date du 26 mai dernier, a annoncé sa décision de sécuriser les populations par l'organisation de patrouilles pour mettre hors d'état de nuire les bandits qui tenteront de s'attaquer aux paisibles citoyens.

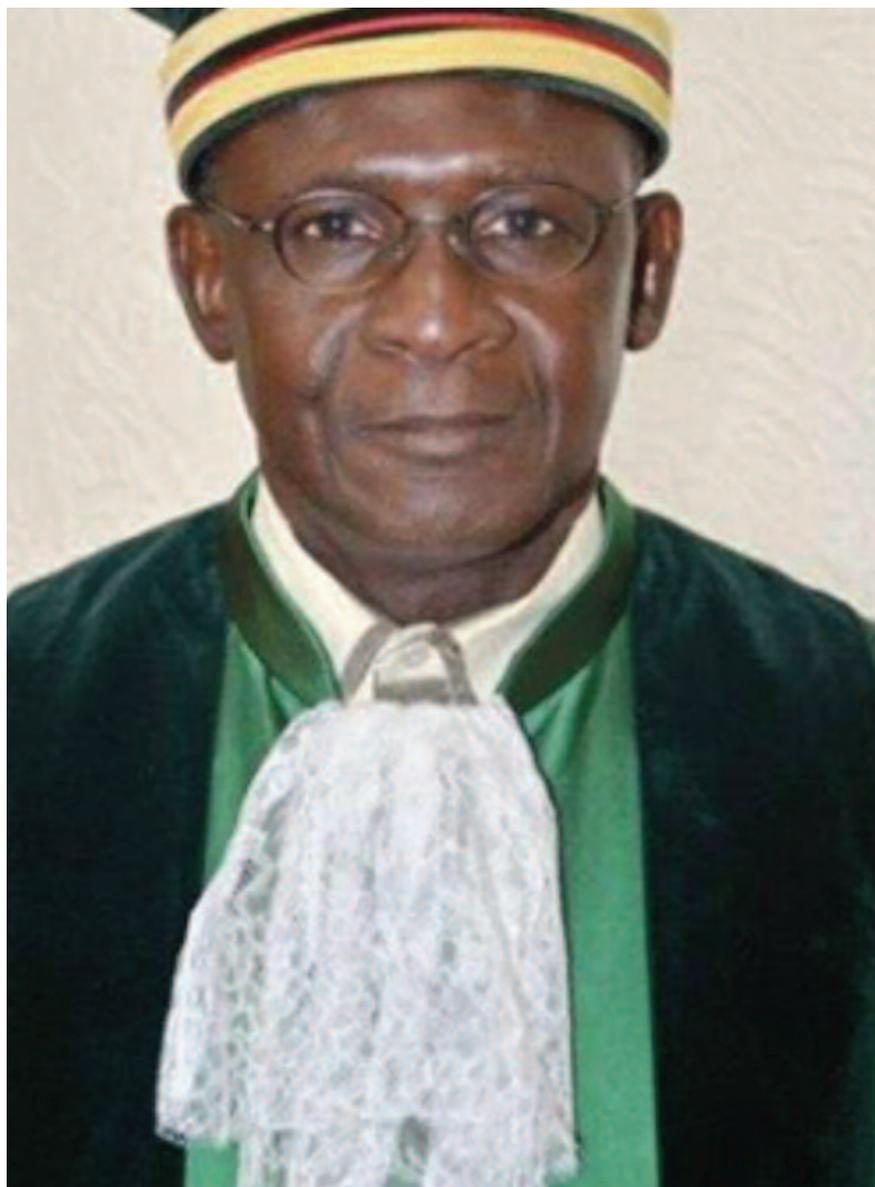
« Face à la recrudescence des violences dans ces zones surtout à l'approche de la période hivernale, les éléments du mouvement Dan Nan Ambassagou de ces zones se sont réunis le dimanche 26 mai 2019 au pays dogon. À l'issue de cette rencontre, les participants ont décidé de sécuriser les populations de ces zones en organisant des patrouilles pour mettre hors d'état de nuire, les bandits qui tentent de s'attaquer à ces paisibles citoyens », s'est défendu ainsi le mouvement Dan Na Ambassagou.

C'est donc dans un contexte d'insécurité chronique que le mandat de la Minusma doit être renouvelé le 29 juin prochain pour un an. Aujourd'hui, la Minusma, la force onusienne la plus meurtrière au monde, près de 200 morts, a 13 167 militaires et 1744 policiers déployés au Mali.

Cour de Justice de l'UEMOA : Le magistrat malien, Daniel Amagoïn Téssougué désormais aux commandes

La Cour de justice de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) a désormais un nouveau président. Il s'agit du Magistrat malien, Daniel Amagoïn TESSOUGUÉ élu par ses pairs le mardi 28 mai 2019. Il remplace à ce poste la juge Joséphine Suzanne Ebah/Touré. La cérémonie officielle d'installation a eu lieu le lundi 03 juin 2019, au cours d'une audience publique extraordinaire et solennelle, dans la salle d'audience de la Cour de Justice de l'UEMOA à Ouagadougou (Burkina Faso).

«Le juge Daniel Amagoïn Téssougué remplace la juge Joséphine Suzanne Ebah/Touré dont le mandat de 3 ans est arrivé à terme. La cérémonie officielle d'installation a eu lieu le lundi 03 juin 2019, au cours d'une audience publique extraordinaire et solennelle, dans la salle d'audience de la Cour de Justice de l'UEMOA à Ouagadougou », rapporte l'Uemoa dans un communiqué de presse. Le document indique que la cérémonie a enregistré la présence de plusieurs autorités judiciaires du Burkina Faso, notamment des présidents de la Cour Consti-



tutionnelle, de la Cour des Comptes, du ministre de la Justice, Garde des Sceaux du Burkina Faso ainsi que de plusieurs Commissaires de l'UEMOA. A noter que la Cour de Justice de l'UEMOA est composée de huit membres, nommés pour un mandat de six ans renouvelable, par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA.

Les membres de la cour désignent en leur sein, pour trois ans, le Président et répartissent entre eux les fonctions de juges (5) et d'Avocats Généraux (2). Né le 10 décembre 1958 à SANGHA (Mali), le Magistrat, Daniel Amagoïn Téssougué, a été nommé le 20 mai 2016 par Acte Additionnel n°05/2016 de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, juge à la Cour de Justice de l'Union au titre de la République du Mali. Le Président de la Cour de justice de l'UEMOA, Daniel A Téssougué est détenteur d'un doctorat en droit privé de l'université Robert Schuman de Strasbourg (France). Magistrat de grade exceptionnel, Daniel A Téssougué a une carrière très riche.

En 1985, il est auditeur de justice ; puis Juge d'instruction de 1987 à 1991. De 1991 à 1992, il est Président du tribunal du travail, Juge au siège ; Substitut du Procureur de la République de Bamako en Commune 1 de Bamako (1992-1993). De 1993 à 1994, il est Conseiller Technique au Ministère de la Justice. Daniel Téssougué était le Contrôleur d'Etat à la Présidence de la République de 1994 à 1996. En 1996, il fut Directeur national adjoint des affaires judiciaires et du sceau. En 1997, il était le Procureur de la République commune VI (Bamako); Chef de Cabinet au Ministère de la Justice de 1997 à Avril 2000. De Juillet 2001 à janvier 2004, Daniel A Téssougué est Inspecteur des Services Judiciaires.

En 2004, il est Secrétaire Général du Ministère de la Justice. De Mars 2005 à décembre 2008, il est membre du Bureau du Vérificateur Général. De février 2010 à septembre 2012, il est Inspecteur des services judiciaires. D'Octobre 2012 à Janvier 2016, Daniel A Téssougué est le Procureur Général près la cour d'appel de Bamako. Auteur de plusieurs articles juridiques et coauteur d'ouvrages collectifs tel que : Droit et politique, la circulation internationale des modèles en question, 2014. Comme loisir, Daniel Amagoïn Téssougué aime la lecture, l'écriture et le sport.



Nord du Mali : Vaste opération de Barkhane dans la région du Gourma à la frontière du Burkina

Les forces françaises et burkinabè ont mené une opération d'ampleur dans le Gourma, au nord du Burkina Faso du 20/05 au 3/06. En parallèle, Barkhane a mis hors de combat un groupe armé terroriste au

cours d'opération d'opportunité le 31/05 dans le Gourma malien.

Armes saisies

Après une frappe aérienne conduite par des Mirage 2000, des commandos ont été déposés

par hélicoptère. « Une quantité importante de ressources a été saisie, dont plusieurs motos et de l'armement individuel », a ajouté l'état-major dans un communiqué.

Parmi les groupes actifs dans la zone de Ndaki, figurent l'État islamique au grand Sahara (EIGS) et Ansaroul Islam, accusé de semer la terreur dans le nord du Burkina Faso. Première opération conjointe entre Paris et Ouagadougou

En parallèle, 450 militaires de la force française Barkhane ont mené du 20 mai au 3 juin, une opération conjointe « majeure » avec les militaires burkinabè dans le nord du Burkina, à la frontière avec le Gourma malien, selon un communiqué distinct de l'état-major français. D'après ce communiqué, cet engagement commun était « une première depuis la signature de l'accord de décembre 2018 » conclu entre Paris et Ouagadougou. Ce texte prévoyait des interventions militaires françaises au Burkina en soutien des efforts de lutte antiterroriste du gouvernement.

Après une série d'opérations militaires concentrées pendant un an et demi dans le Liptako, dans le nord-est du Mali, la force française Barkhane a récemment étendu son champ d'action de l'autre côté du fleuve Niger, dans la zone adjacente du Gourma, frontalière du Burkina Faso.

 **SAER
EMPLOI**
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION
DES
RESSOURCES
HUMAINES

Leader des services de Gestion
des Ressources Humaines
et Paie en Afrique de l'Ouest

Haut conseil des Collectivités : 13 dossiers épluchés et entérinés

Le Haut conseil des collectivités (HCC) a tenu, vendredi dernier, sa première session ordinaire 2019 sous l'égide de son 1er vice-président, Azaz Ag Loudag Ag. Les conseillers nationaux et les cadres de l'institution ont pendant cet exercice examiné et adopté les rapports de différentes commissions de travail sur 13 dossiers soumis à eux par le gouvernement pour avis. Il s'agit notamment de la politique nationale de gestion de l'aide (PO-NAGA) et son plan d'action, du projet de loi relative aux pollutions et nuisances, du projet de document de la Politique nationale de protection de l'environnement, du projet de loi portant régime de zones économiques spéciales en République du Mali.

Selon la commission éducation, santé, affaires culturelles, sociales et communication du HCC, les aides financières importantes dont le Mali bénéficie doivent être mobilisées le plus efficacement possible. Selon le rapporteur de la commission, Siratigui Koné, la gestion de l'aide

est confrontée à quatre obstacles majeurs qui sont la faiblesse du leadership à un niveau stratégique, le déficit organisationnel du schéma institutionnel, les modalités de délivrance de l'aide non conforme à la Déclaration de Paris, la gestion inefficace de l'information et le manque de redevabilité sociale. « L'aide doit être au service du développement durable », a-t-il dit.

Quant au projet de loi relative aux pollutions et nuisances, il prendra en compte des insuffisances constatées dans la loi N° 01-020 du 30 mai 2001 relative aux pollutions et aux nuisances, précisément dans la gestion des pollutions et des nuisances. « Il sied de prendre en compte dans le présent projet de loi, la gestion des déchets spéciaux et certains principes énoncés dans la Politique nationale d'assainissement. Ledit projet de loi comporte 60 articles répartis en 13 chapitres », a déclaré le rapporteur de la commission développement rural et environnement du HCC, Abdoulaye Coulibaly.

Selon lui, ce projet de loi va contribuer à améliorer l'efficacité et le rendement de la direction nationale de l'assainissement et du contrôle des pollutions et des nuisances ainsi que ses démembrements.

En ce qui concerne le projet de loi portant régime de zones économiques spéciales (ZES) en République du Mali, il vise à accroître les investissements privés tant nationaux qu'étrangers. Il va permettre une variété presque illimitée d'activités économiques et sociales, notamment la manufacture, le commerce, la logistique, l'entreposage, les industries minérales, la santé, l'éducation, le tourisme... Un régime de ZES, selon la commission finance du HCC, peut également répondre aux besoins des petites et moyennes entreprises en étant initié sous forme d'incubateurs ou de grappes d'entreprises. La commission recommande au gouvernement de diligenter l'adoption de ce projet de loi, d'élaborer dans un bref délai son décret d'application et de faire une étude de programmation de création des ZES en lien avec les prévisions budgétaires de l'Etat.

■ **Khalifa DIAKITÉ**



Cnas Faso Hère : 8 ans de combat pour changer les mentalités au Mali

La Convention Nationale pour une Afrique Solidaire (CNAS Faso Hère) a soufflé sur ses huit bougies en organisant une conférence de presse le jeudi 30 Mai 2019 au siège du parti. Une conférence au cours de laquelle, les membres du bureau politique national du parti ont fait le récapitulatif des 8 ans de combat en faveur du changement de mentalités des maliens tout en revenant sur les grandes décisions prises par le parti concernant la vie de la nation.

« Ce jour, 30 mai de l'An de grâce 2019, la Convention Nationale pour une Afrique Solidaire (CNAS-Faso Hère) célèbre avec quelques jours de décalage le huitième anniversaire de sa création, cet évènement de portée historique qui a eu lieu le 25 mai 2011 en plein soleil et en pleine poussière dans le quartier populaire de Niamakoro, loin des fastes et des lustres des grandes salles de conférence et autres halls d'hôtels climatisés de Bamako. Le symbolisme de la date du 25 mai, fête de l'Unité Africaine, et du lieu, Niamakoro étant l'expression concentrée de toute la problématique de développement socioéconomique du Mali, annonçait déjà les couleurs d'un Parti de type nouveau dans l'arène politique nationale, un Parti révolutionnaire et démocratique financé essentiellement par ses militantes et ses militants revendiquant et assumant fièrement son rôle d'Avant-garde militante du Peuple malien ainsi que l'héritage, avec droit et obligation d'inventaire, des Pères fondateurs du Mali et des héros de la construction nationale ainsi que les valeurs fondamentales du 22 septembre 1960, du 20 janvier 1961 et du 26 mars 1991 », c'est par ces propos que Bakary Sako du bureau politique national de la Cnas faso hère a entamé ses propos.

Il expliquera que ces huit dernières années et nonobstant la modicité de ses moyens financiers dans un contexte où l'argent joue un rôle déterminant dans les résultats électoraux, la capacité de se déployer sur le terrain des activités politiques ainsi que la présence médiatique, la CNAS-Faso Hère s'est imposée sur l'échiquier politique comme l'Avant-garde militante du Peuple malien.

« Elle s'est prononcée en toute indépendance

et en toute responsabilité sur toutes les grandes questions de la Nation. Ses prises de positions, ses analyses et ses propositions ont eu un impact significatif bien au delà de ses résultats électoraux officiels, toutes choses qui lui valent d'être considérées dans beaucoup de milieux, y compris dans certains cercles du pouvoir et à l'Étranger, comme la tête pensante du Mali », mentionne-t-il.

Il a rappelé que la CNAS-Faso Hère et ses partenaires réunis au sein de l'ADPS ont décortiqué l'Accord d'Alger (et ce, dès l'étape dite des Éléments de synthèse et du pré Accord) et démontré qu'il posait un diagnostic erroné des vagues successives de rébellion, violait la Constitution, contrevenait aux valeurs de la République et à la laïcité, déstructurait les Forces Armées et de Sécurité et visait à instituer une Confédération comme antichambre de la partition et de l'indépendance pour le fantasmagorique « Azawad ».

Selon Sako, par opportunisme, dilettantisme et pusillanimité plusieurs acteurs politiques et sociaux adoptent des positions ambivalentes, changeantes et inconséquentes sur l'Accord d'Alger, la CNAS-Faso Hère et ses al-

liés de l'ADPS ont clairement rejeté ledit Accord et décidé de ne prendre part à aucune activité se situant dans le cadre de la mise en œuvre de cet Accord antinational qui viole le principe sacrosaint d'appropriation nationale du processus de sortie de crise et découle d'une absence totale de vision stratégique et d'esprit de suite chez les pouvoirs publics.

« La CNAS-Faso Hère ne s'oppose pas à un règlement politique des conflits, pourvu qu'il s'inscrive dans le strict respect de la Constitution, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté pleine et entière du Mali. Elle maintient que seul un Etat central fort, ancré dans la Constitution du 12 janvier 1992, peut et doit conduire les inévitables réformes politiques, économiques et sociales requises pour éradiquer les survivances féodales, esclavagistes, notamment dans la Région de Kidal, lesquelles étouffent l'émancipation de la jeunesse et servent tout simplement à préserver les privilèges non mérités d'une minorité ramant à contrecourant de l'Histoire », a-t-il dit. Bakary Sako a passé en revue les multiples décisions prises par le parti dans le cadre du bien-être du Mali et des maliens afin de faire sortir le pays du précipice dans lequel il est plongé depuis belle lurette.

■ **Moussa Samba Diallo**



UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Découverte de l'Amérique : Bien avant Christophe Colomb, les Maliens naviguaient vers les Amériques



Bien qu'il soit maintenant largement admis que Columbus n'a pas découvert les Amériques lors de son débarquement dans les Caraïbes en 1492, car des Amérindiens le surveillaient depuis les côtes du continent, une histoire plus contestée d'explorateurs partis en Amérique.

Contin Beeso est un réseau social qui a pour but la promotion de la culture afropolitaine et urbaine.

Déjà des milliers d'utilisateurs ont sauté le pas. Faites comme eux et rejoignez la première communauté Afro-Connecté de France.

Selon un certain nombre de sources, Abubakari II, Mansa (roi) de l'Empire du Mali au XIV^e siècle, aurait conduit des marins maliens en Amérique, plus précisément au Brésil actuel, près de 200 ans avant l'arrivée de Christophe Colomb. Abubakari II a dirigé ce qui était sans doute le plus riche et le plus vaste empire de la planète, couvrant la quasi-totalité de l'Afrique de l'Ouest.

La BBC écrit sur « La saga d'Abubakari II... il est parti avec 2000 bateaux » ouvrage de l'éminent malien Gaoussou Diawara :

« Abubakari voulait savoir si l'océan Atlantique - comme le grand fleuve Niger qui avait balayé le Mali - avait une autre "banque". Il avait beaucoup voyagé à travers et hors du continent africain, possédant déjà la majeure partie du continent. Soundjata Keita, son prédécesseur et oncle, avait déjà fondé l'Empire du Mali et conquis une bonne partie du désert du Sahara et des grandes forêts qui bordent la côte ouest-africaine ».

L'historien afro-guyanais Ivan Van Sertima, écrivant sur le témoignage de l'empereur Kankou Moussa enregistré par l'arabe Ibn Amir Hajib et transcrit par Al Omari au XIV^e siècle en Égypte lors du pèlerinage de Moussa, et sur la description de l'Empire du Mali fabriqué par Ibn Battuta au 14^e siècle, a expliqué :

« Attiré par l'exploration, Abubakari II a appelé des ingénieurs du Lac Tchad connus pour construire des navires comme leurs ancêtres égyptiens et pour étudier tous les navires sur les rivières Djoliba (Niger) et le Sénégal afin de l'aider à lancer une immense flotte au-dessus de l'océan.

Il a également embauché une équipe nombreuse et diversifiée de marins, commerçants, constructeurs, artistes, guerriers et hommes instruits, et leur a fourni des rations suffisantes pour deux ans. La flotte a ensuite traversé le grand océan occidental en s'appuyant sur un système unique de communication de batterie.

Quand un seul navire est revenu avec un seul capitaine, disant au roi "qu'après plusieurs jours passés en mer, les navires ont été aspirés par une sorte de rivière avec un puissant courant sur l'océan et que tous les navires ont disparu à l'horizon", Abubakari décida d'envoyer lui-même le voyage.

Les musulmans (certains disent notamment Mansa Abu Bakar II) rencontrent des Amérindiens. (Source: Ancient Origins)

Abubakari II passa son trône à son frère, Kankou Moussa, et partit pour une expédition dans l'inconnu en 1311.

« Les empereurs ont renoncé à tout pouvoir et à tout or pour poursuivre leurs connaissances et leurs découvertes », expliquent les historiens.

Son frère, Kankou Moussa, plus connu sous le nom de Mansa Musa, deviendrait l'homme le plus riche de toute l'histoire.

Certains historiens disent que rien n'a été entendu d'Abubakari II après, et pour cette raison, certains estiment que les Maliens n'ont pas navigué vers les Amériques à cette époque.

Mais d'autres disent que c'est l'expédition d'Abubakari II qui a aidé Mansa Musa à devenir aussi riche que lui. Un site dit sur l'arrivée d'Abubakari II au Brésil :

« Il décide plutôt de traverser l'océan pour gouverner cette nouvelle terre qu'il appelle « Boure Bambouk », d'après le plus riche gisement aurifère du Mali.

La troisième année dans la jeune colonie de Boure Bambouk, la première sous la direction d'Abubakari II, voit ses hauts et ses bas. Abubakari établit les premiers contacts diplomatiques avec les tribus tupies curieuses de la région et encourage les échanges commerciaux avec elles. Grâce à ce commerce, les colons de Boure Bambouk se familiarisent d'abord avec les cultures du Nouveau Monde, notamment le maïs, les haricots, les arachides, le tabac, le coton et les fruits tropicaux. Ces produits agricoles permettront à la colonie de devenir autonome. De même, les animaux d'élevage du vieux monde, tels que les bovins, les ovins et les pintades, sont d'abord introduits dans les Tupi, tout comme les céréales comme le riz, le mil et le sorgho. En 1314, Abubakari renvoie un bateau au Mali pour demander un soutien à son frère. Mansa Musa est impressionné par les nouvelles récoltes qui lui sont présentées et recueille plus de colons et d'aide à envoyer à Boure Bambouk. Ainsi commence un échange de marchandises bamboukiennes en échange d'une aide malienne. L'agriculture du maïs, des haricots, des cacahuètes, des poivrons et du coton va déclencher une explosion démographique au Mali, qui fournira les futurs colons venus de l'autre côté de la mer. "

Bien que tous les historiens ne s'accordent pas pour dire qu'il existait des preuves du voyage et du débarquement d'Abubakari II dans les Amériques, beaucoup s'accordent pour dire qu'il y a peut-être eu une présence

africaine noire dans les Amériques bien avant Christophe Colomb.

Tiemoko Konate, responsable du projet de recherche sur les voyages d'Abubakari II, a déclaré à la BBC que Christophe Colomb lui-même avait déclaré avoir trouvé des commerçants noirs déjà présents sur le continent américain. De plus, les analyses chimiques des pointes d'or découvertes par Christophe Colomb sur des lances en Amérique montrent que l'or provenait probablement d'Afrique de l'Ouest.

Certains disent qu'au-delà de Christophe Co-

lomb, les contributions africaines à la civilisation américaine incluent «l'importation de l'art de la construction de pyramides, des systèmes politiques et des pratiques religieuses ainsi que des mathématiques, de l'écriture et d'un calendrier sophistiqué».

Van Sertima cite la divinité aztèque Quetzalcoatl qui est parfois représentée au Mexique en tant qu'homme noir à la barbe, vêtu de blanc, arrivé six cycles après le dernier homme venu de l'étranger.

Divinité aztèque Quetzalcoatl

D'autres encore disent que la présence de

têtes de pierres avec des «traits africains» de l'ancienne civilisation olmèque d'Amérique du Sud, antérieure aux Aztèques et aux Mayas, en est une preuve encore plus grande.

Tête de pierre trouvée en Amérique du Sud Avec de plus en plus de preuves suggérant une présence africaine dans les Amériques avant Christophe Colomb, il est peut-être juste de dire que les relations de l'Afrique avec les Amériques n'ont pas commencé avec l'esclavage. Mais avec les marins, les explorateurs et les rois.

L'hypertension artérielle : Une "tueuse silencieuse"

L'hypertension artérielle : Une « tueuse silencieuse » (Dr Adja Mariétou Diop)

L'hypertension artérielle est une maladie silencieuse, largement sous-diagnostiquée et sous-traitée. Souvent, elle n'est détectée que lors des consultations médicales de routine ou lorsqu'elle a déjà causé des dommages graves. Selon la Cardiologue, Dr. Adja Mariétou Diop, l'hypertension artérielle constitue le principal facteur de risque de nombreuses maladies cardiovasculaires.

Quels risques avec l'hypertension artérielle ?

L'hypertension artérielle est une augmentation de la tension artérielle et cette augmentation peut entraîner des complications au niveau de tous les organes du corps : insuffisance cardiaque, infarctus, maladies rénales, attaque cérébrale (AVC), démence, troubles sexuels.

La tranche d'âge des victimes

Auparavant, cette maladie touchait ceux qui avaient plus de 45 ans. Sa fréquence augmente avec l'âge, mais de nos jours, avec le changement de mode de vie, elle touche des populations de plus en plus jeunes, surtout les jeunes filles avec l'utilisation abusive du « Khesal » qui est aussi l'une des causes principales de l'hypertension artérielle.

Les facteurs déclencheurs de l'hyperten-



sion artérielle ?

Nombreux sont les facteurs déclencheurs de cette maladie. Les facteurs correspondent à ceux qui sont liés au mode de vie et à l'environnement. Parmi eux : l'obésité, le surpoids, l'excès de sel, la sédentarité, le tabagisme, le diabète, l'excès de cholestérol, et l'alimentation déséquilibrée de manière générale.

Le fait aussi de ne pas faire le sport peut entraîner l'hypertension artérielle. Sans oublier la consommation de tabac et d'alcool.

Quel traitement pour l'hypertension artérielle ?

Il n'y a pas de traitement qui permette de guérir définitivement l'hypertension artérielle. Le traitement est à vie et sans répit. Il a pour but d'abaisser artificiellement la pression sanguine pour prévenir d'éventuels dommages aux organes (cœur, cerveau, reins, yeux). Lorsque ces organes sont déjà atteints, le traitement de l'hypertension artérielle devient encore plus important. Chez les personnes

diabétiques par exemple, les objectifs de traitement sont plus élevés, car le risque de complications est accru.

Comment prévenir l'hypertension artérielle ?

Si on n'a pas une maladie qui entraîne directement l'hypertension artérielle, adopter des habitudes de vie saines est la meilleure prévention pour garder une tension artérielle normale. Il convient ainsi :

- d'adopter une alimentation saine et équilibrée, réduite en sel, sucres et acides gras saturés, riche en fruits et en légumes.
- de pratiquer une activité physique régulière.
- de veiller à garder un poids corporel normal.
- de réduire le taux de stress avec des moments de détente, de relaxation et de repos.
- d'arrêter la consommation tabagique et d'alcool.

Sénégal : Aliou Sall en passe de démissionner

Sauf retournement de situation, Aliou Sall, maire de Guédiawaye et Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), va démissionner de son poste dans les jours qui viennent. D'après reseauxnews, le frère cadet du président de la République consulte actuellement ses proches.

Certains affidés de l'ancien journaliste rejettent catégoriquement l'idée de le voir prendre cette décision. A suivre nos confrères, Aliou Sall va bel et bien démissionner ce, malgré les réticences et oppositions de certains de ses proches.



Cette démission serait motivée par deux choses. La première est que Aliou Sall veut mettre à l'aise son grand-frère Macky Sall, président de la République. En effet, contrairement à ce que les gens croient, Aliou Sall ne veut pas être pour son frère, ce que Karim Wade était pour son père. La deuxième est que le maire de Guédiawaye

veut se mettre en retrait pour se concentrer à la bataille judiciaire qu'il a dit engager à Dakar et à Londres. Mais aussi, lancer un signal fort à l'opinion publique nationale et internationale qu'il est différent des acteurs politiques sénégalais qui n'ont pas la culture de la démission.

Cérémonie commémorative du débarquement : La pique de Macron à Trump lors des commémorations du Débarquement

Emmanuel Macron s'est appuyé sur le moment historique du débarquement allié pour rappeler au président des Etats-Unis que « l'Amérique n'est jamais aussi grande que lorsqu'elle se bat pour la liberté des autres. »

Dans une allusion à peine voilée au « Make America Great Again » de Donald Trump, Emmanuel Macron a lancé une pique au président des Etats-Unis, s'appuyant sur la commémoration du débarquement allié le 6 juin 1944 pour affirmer que « l'Amérique n'est jamais aussi grande que lorsqu'elle se bat pour la li-



berté des autres», comme le montre la vidéo ci-dessous.

Emmanuel Macron a fait cette déclaration dans le cadre de son discours devant des anciens combattants américains et son homologue Donald Trump au cimetière américain de Colleville-sur-Mer (Calvados).

« L'Amérique n'est jamais aussi grande que lorsqu'elle se montre fidèle aux valeurs universelles que défendaient ses pères fondateurs, lorsqu'il y a près de deux siècles et demi, la France vint soutenir son indépendance », a poursuivi Emmanuel Macron dans son discours célébrant le 75e anniversaire du Débarquement de Normandie, le 6 juin 1944.

« Faire vivre l'alliance des peuples libres »

Le président français Emmanuel Macron a ensuite plaidé pour « ne jamais cesser de faire vivre l'alliance des peuples libres » et cité ensuite comme exemples de cette alliance l'Organisation des Nations unies, l'Otan et l'Union européenne, autant d'institutions que Donald Trump critique régulièrement.

Il faut « retrouver le sel, saisir à nouveau les raisons de cet engagement », a déclaré le président français, qui se pose régulièrement en héraut du multilatéralisme. Donald Trump est au contraire partisan d'une approche contractuelle et bilatérale des relations internationales, fait peu de cas de ces institutions nées dans la foulée de la capitulation nazie et chamboule l'ordre international en place.

RCA : Un nouveau groupe armé voit le jour dans le Nord

Nouvelle scission au sein d'un groupe armé centrafricain. Cette fois-ci, il s'agit du RPRC, le Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique issu des ex-Séléka qui ont dirigé ce pays en 2013. Cette nouvelle scission a été annoncée il y a quelques jours par un communiqué de presse, écrit et signé à la main par quelque 80 officiers du RPRC. Mais il y a encore beaucoup de zones d'ombre autour de ce qui se passe dans le nord du pays.

Combien d'hommes, sur les centaines que compte le RPRC, ont rallié le nouveau groupe armé ? Personne ne peut le dire avec exactitude. Mais les spécialistes notent la présence de nombreuses figures de ce mouvement parmi les dizaines d'officiers frondeurs.



Il y a notamment celui qui est présenté comme leur leader, Nourd Gregaza, un ancien ministre réputé proche de l'ancien président Michel Djotodia. A ses côtés, une autre figure très connue dans le pays, Aubin Issa Issaka, chef d'état-major de l'armée toujours sous la présidence Djotodia, dont il est réputé très proche également.

Si ce mouvement est né dans la ville natale de l'ancien président, jusqu'ici rien n'est pour autant venu le relier à ce qui se passe au sein de ce groupe armé.

Les dirigeants du PRNC qui vient d'être créé par les frondeurs n'ont pas encore expliqué les raisons de cette scission. L'un des généraux,

joint par téléphone, dénonce le fait que « l'accord de paix de Khartoum n'a bénéficié jusqu'ici qu'au gouvernement et à quelques chefs rebelles, et non au peuple centrafricain. » De son côté, le leader du RPRC et actuel ministre de l'Énergie, Gotran Djono Ahaba, botte en touche. « Nous sommes en train de travailler à une solution à cette crise », assure-t-il. Le porte-parole du gouvernement Ange Maxime Kazagui rappelle lui qu'il n'y a que 14 groupes armés reconnus et signataires d'un accord de paix en Centrafrique. Il considère les autres mouvements comme des « bandits de grand chemin ».

Afrique du Sud : Un proche du dissident rwandais assassiné ciblé à son tour

L'homme était un ami de Camir Nkurunziza, cet ancien garde du corps du président rwandais Paul Kagame, devenu dissident politique, abattu le 30 mai au Cap dans des circonstances encore floues.

L'homme en question était un ami et collègue de travail de Camir Nkurunziza, ce dissident rwandais abattu le 30 mai alors qu'il vivait en exil en Afrique du Sud.



Mardi soir, au Cap, il est en route pour le domicile de ce dernier afin de présenter ses condoléances à sa veuve lorsqu'il est blessé à l'épaule par un tir alors qu'il se trouve dans son véhicule devant les grilles du domicile de la famille Nkurunziza. Il est aussitôt emmené à l'hôpital, ses jours ne sont pas en danger. L'homme est citoyen burundais, et n'a a priori aucun lien avec les activités politiques de Camir Nkurunziza. Mais selon l'épouse de ce

dernier, cette tentative d'assassinat devant son domicile n'est pas un hasard. Pour Annet Kabasindi, il s'agit très clairement d'une menace et tentative d'intimidation. « Ceux qui ont tué mon mari, dit-elle, veulent nous faire taire. » « C'est un avertissement à ceux qui viennent présenter leurs condoléances », ajoute-t-elle. Les obsèques du dissident rwandais doivent avoir lieu ce vendredi dans la ville du Cap.



Ligue des champions : La finale Espérance-Wydad rejouée sur terrain neutre

La finale retour de la coupe d'Afrique des clubs (Ligue des champions) 2019 entre l'Espérance Tunis (Tunisie) et le Wydad Casablanca (Maroc) sera bel et bien rejouée sur terrain neutre et après la CAN 2019, vient d'annoncer la Confédération africaine de football, ce 5 juin 2019 à Paris. Le score du match aller 1-1 est conservé. Les Tunisiens devront rendre les médailles et le trophée de vainqueur.

Surprise à Paris, ce 5 juin 2019. La Confédération africaine de football (CAF), dont le Comité exécutif (ComEx) s'est réuni dans un grand hôtel de la capitale française, a pris une décision extrêmement rare : faire rejouer la finale d'une de ses compétitions.

Il s'agit en l'occurrence de la finale retour de la coupe d'Afrique des clubs (Ligue des champions CAF) qui avait dégénéré le 31 mai près de Tunis, entre l'Espérance Tunis (Tunisie) et le Wydad Casablanca (Maroc).

Après la CAN 2019 et sur terrain neutre

La rencontre aura lieu sur terrain neutre, après la Coupe d'Afrique des nations 2019 (21 juin-19 juillet), « à une date à programmer », a précisé un porte-parole de la CAF, lisant un communiqué sous les cris de joie des journalistes marocains et les cris de colère des médias tunisiens. « Les conditions de jeu et de sécurité n'étaient pas réunies lors du match retour, [...] empêchant la rencontre d'arriver à son terme. En conséquence, le match retour devra être rejoué sur un terrain en-dehors du territoire tunisien. » Le score du match aller (1-1) sera, en revanche conservé.

Bien que le trophée ait déjà été soulevé par les Tunisiens, le ComEx a par ailleurs exigé qu'il soit rendu, ainsi que les médailles. Les Espérantistes n'excluent pas, en réponse, de refuser de rejouer et/ou de saisir le Tribunal arbitral du sport (TAS), ont indiqué certains de

leurs représentants présents sur place.

Des Tunisiens furieux

Les débats au sein du ComEx ont été beaucoup plus longs que prévus, même si la décision a été officiellement prise à « l'unanimité de ses membres ». La session a débuté le 4 juin et a duré une heure et demi. Puis, après une interruption de 24 heures, à cause du Congrès de la Fédération internationale de football (FIFA), elle a repris ce 5 juin après-midi et a duré plus de cinq heures. À la fin, certains membres du Comité exécutif, dont son président Ahmad, sont sortis par une porte dérobée pour éviter la presse.

Avant l'annonce, les visages fermés de membres de la délégation tunisienne et les mines satisfaites d'homologues marocains permettaient toutefois déjà de deviner cette issue peu probable. Peu probable en raison des lois du jeu et de l'imminence de la CAN 2019. « Ça mélange football et politique, tout ça, peste Karim, fan tunisien de 37 ans, présent comme beaucoup d'autres devant l'hôtel où siègeait le ComEx. Cette histoire est partie dans tous les sens. C'est la honte pour le football africain, pour la CAF et même pour la FIFA. [...]

J'étais présent à ce match. Et la sécurité était au top. Il n'y a eu aucun incident, que ce soit au niveau des supporters ou au niveau des équipes ».

Une double finale émaillée de polémiques

Le 31 mai dernier à Radès, la finale retour de la Ligue des champions CAF 2019 s'était pourtant achevée dans la confusion. L'Espérance Tunis, le club local, avait été déclarée vainqueur 1-0 et championne d'Afrique, après 60 minutes de jeu puis 90 minutes d'interruption. Les joueurs adverses, du Wydad Casablanca, avaient refusé de reprendre la partie. Ils protestaient en fait contre la non-utilisation de l'arbitrage vidéo (VAR), les équipements de la VAR étant en panne. A la 61e minute, ils avaient en effet vu leur égalisation refusée par l'arbitre, pour un hors-jeu supposé.

La finale aller, le 24 mai, avait déjà été marquée par des polémiques sur l'arbitrage. À tel point que l'arbitre de la rencontre Gehad Grisha a ensuite été suspendu six mois suite à sa « performance faible ».

Mondial U20 : Mali vs Italie, ce vendredi



La sélection nationale de football des moins de 20 ans rencontre l'Italie aujourd'hui vendredi, pour le compte des quarts de finale de la coupe du Monde U20 qui se déroule en Pologne, a appris l'AMAP de source officielle.

Le Mali pour accéder aux quarts de finale a battu mardi, l'Argentine par le score de 5-4 aux tirs au but, après un nul (2-2) et les épreuves de prolongation (0-0).

SAMA

transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À

40%

SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT



Affaire Neymar : Najila Mendes de Souza accuse de nouveau le Parisien de viol

Najila Mendes de Souza, la jeune femme qui accuse Neymar de viol, a donné une interview à la télé brésilienne SBT dans laquelle elle réitère ses accusations et révèle des détails qui accablent le Parisien.

Cette mère de famille brésilienne de 26 ans qui se présente comme étant mannequin étudiant en parallèle le design d'intérieur le dit d'emblée : «Oui j'ai été victime de viol ! D'une agression suivie de viol. Je le confirme».

«Je voulais le rencontrer, avoir une relation sexuelle avec lui»

Najila Mendes de Souza livre ensuite sa version des faits. Et revient d'abord sur les conditions dans lesquelles elle a rencontré Neymar. «Je l'ai connu à travers Instagram. Je lui ai envoyé une image, avec un petit texte, il m'a répondu. On a échangé puis il m'a demandé mon numéro de téléphone et on a discuté. Dès le début, mon intention était d'avoir une relation sexuelle avec lui. C'était ma volonté. C'est lui qui a payé mon déplacement. Je voulais le rencontrer, avoir une relation sexuelle avec lui. C'était ma volonté. C'était clair aussi pour lui», it-elle.

Lorsque la jeune femme arrive en France, le scénario de rêve vire peu à peu au cauchemar pour elle.

«Pendant qu'il commettait l'acte, il continuait de me frapper les fesses violemment»



«Mais quand il est arrivé à l'hôtel, il était agressif, totalement différent de celui que j'ai connu à travers les messages. Comme j'avais très envie de rester avec lui, je me suis dit, "bon, je vais gérer." On a commencé à échanger des caresses, s'embrasser, jusque-là c'était consenti ! Mais après il a commencé à me brusquer. Au début, j'ai dit ok. Mais après ça m'a fait mal, très mal. J'ai dit : "stop, ça fait mal." Il s'est excusé. On a continué, on s'est allongé sur le lit. Je lui ai demandé s'il avait apporté des préservatifs, il m'a dit non. Alors, je lui ai dit : "il ne va rien se passer au-delà de ça". Il n'a rien dit. On a continué et puis, il m'a retournée et a commis l'acte. Je lui ai demandé d'arrêter. Pendant qu'il commettait l'acte, il continuait de me frapper les fesses violemment. Ça a duré quelques secondes. Ensuite, je me suis retournée et retirée. Je lui ai dit plusieurs fois : "stop, non, stop". Lui, il ne parlait pas beaucoup, il ne fai-

sait qu'agir. Moi, j'étais prête à avoir une relation sexuelle consentie. Mais c'est devenu un viol quand il m'a dit qu'il n'avait pas de préservatif. J'ai dit : "on va continuer seulement les caresses". Son silence voulait dire qu'il n'irait pas plus loin. Mais il ne m'a pas écouté et il a commis l'acte sans mon consentement, et sans préservatif.»

Najila Mendes de Souza explique être désormais «traumatisée».

Une vidéo dévoilée sur les réseaux

En marge de ces déclarations, une vidéo montrant Neymar et une jeune femme qui pourrait être Najila Mendes de Souza a filtré sur les réseaux sociaux. Elle les montre dans une chambre d'hôtel. Après s'être embrassés, les deux s'enlacent sur un lit avant d'échanger quelques mots. La situation dégénère vite et la jeune femme s'en prend physiquement au Parisien qui pare ses coups.

Abonnez vous à votre **journal numérique**

Malikilé

pour recevoir les dernières informations du moment



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vos intérêts et ambitions entreront en confrontation avec ceux d'un collègue ou d'un rival aussi déterminé que vous. Privilégiez le dialogue voire l'arbitrage de votre direction et vous finirez par trouver un accord qui satisfera les deux parties.

Vous serez pris d'une certaine fièvre acheteuse qui vous incitera à dépenser plus que de raison. Sachez écouter les appels à la tempérance de votre entourage, cela vous évitera bien des difficultés.



Taureau (20 avril - 19 mai)

L'accroissement de vos responsabilités vous conduira à prendre aujourd'hui vos distances à vos collègues, même ceux avec lesquels vous étiez proche ! Ami Taureau, vous estimerez que la familiarité est un frein à l'obéissance. Ceci explique cela...

À cause de votre situation financière précaire, vous fonctionnerez à l'économie. Vous allez restreindre vos achats et vos sorties avec vos proches. Aujourd'hui, cela vous poussera à vous isoler. Plutôt passer pour un ours que pour un fauché !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous aurez l'occasion de vous mettre en avant avec les compliments qui iront avec. Par contre, essayez de ne pas trop vous vanter de votre bonne fortune, car certains collègues, par jalousie, feront leur possible pour vous freiner dans votre avancement.

Vous en aurez marre de compter vos sous, sauf s'il s'agit de rentrées d'argent qui ne viendront pas si facilement que cela, contrairement à vos prévisions. Vous dépenserez pas mal d'euros, rien que pour vous faire plaisir ou pour offrir des cadeaux.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Évitez l'éparpillement et n'écoutez pas les émotions toxiques qui règnent autour de vous. Des guerres d'égo, de la compétition et des rivalités règnent dans votre travail. Vous recherchez à les fuir en bonne intelligence, en trouvant un nouveau poste.

Vous dépensez sur des gadgets ou passez vos revenus dans différents achats. Il est utile de revoir votre relation à l'argent, car elle vous expose à un manque de trésorerie avant la fin du mois. Revoyez votre style de vie et votre besoin de faire plaisir.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous pourriez vous opposer ouvertement à votre patron ou supérieur hiérarchique, car vous vous sentirez blessé dans votre fierté. Il serait toutefois plus constructif de faire preuve de plus de tact dans votre discours. Vous obtiendrez ainsi plus sûrement ce que vous attendez. Si vous êtes actuellement en procédure judiciaire, il faudra vous attendre à subir une attaque adverse qui pourrait avoir des répercussions sur vos finances. Toutefois, vous pourrez avoir confiance en votre avocat qui saura oeuvrer au mieux de vos intérêts à condition toutefois que vous gardiez votre sang-froid à l'audience.



Vierge (23 août - 23 septembre)

La venue de Mercure va s'avérer extrêmement fructueuse pour votre activité professionnelle. Cette planète vous permettra de faire les bons choix. Son action sera plus efficace qu'un GPS. Elle vous évitera d'accepter des postes voués à disparaître.

Mercure mettra l'accent sur un trait de caractère qui vous sera propre : l'incitation à la dépense ! Un coup de fil de votre banque, un courrier contenant vos extraits bancaires ou le sermon de votre conjoint vous ramènera brusquement à la réalité.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Il ne sera pourtant pas question d'une mise au placard, bien au contraire. Mais ce changement de poste ou d'activité vous perturbera, car vous devrez travailler avec des collègues que vous ne connaîtrez pas trop et vous regretterez les anciens.

Saturne et Pluton ancreront votre confort dans la durée. Si vous avez fait des investissements, ils s'avèreront payants. Un nouveau projet, quel que soit son envergure, se révélera fructueux. En ciblant vos acheteurs potentiels, vous gagnerez plus.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous aimez travailler avec un investissement important, car ne savez pas faire les choses à moitié. Vos traits de caractère séduisent vos collaborateurs. Un tournant inattendu peut cependant vous tomber dessus et vous motiver pour vivre une nouvelle aventure.

Vous pourriez craquer sur des dépenses qui ne font pas partie de vos habitudes. Les dépenses vont bon train et peuvent concerner les sorties amicales en groupe. Pendant des invitations, votre générosité pourrait s'emballer pour faire plaisir à vos amis.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous pourriez rencontrer quelques difficultés avec l'un de vos subordonnés qui défiera votre autorité. Entrer en confrontation ouverte n'est assurément pas la solution. Vous obtiendrez de bien meilleurs résultats en traitant cette personne sur un pied d'égalité et en tirant sur la corde sensible des émotions. Vous pourriez recevoir un courrier provenant d'une administration et qui vous réclamera une somme d'argent non négligeable et imprévue. Votre famille pourrait vous donner un petit coup de pouce financier afin de surmonter cette difficulté momentanée.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si vous cherchez à vous orienter différemment, vos initiatives seront plutôt bonnes. Mais en raison de la présence étouffante de la Lune ou de sa forte réactivité, vous agirez trop dans la précipitation. Montrez que vous êtes motivé et non hargneux !

Vous aurez du mal à évaluer les moyens financiers à votre disposition. Votre erreur d'appréciation pourra aller du simple au double... Pas très rassurant ! Vous serez même capable de dépenser des sommes que vous n'avez pas encore, et qui tardent à venir !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous aurez une carte à jouer sur le plan relationnel. En invitant Uranus dans votre sphère professionnelle, vous étofferez votre réseau. De nouveaux intervenants pourraient jouer un rôle déterminant dans le développement de vos projets ; soyez patient.

Discuter d'argent autour d'une table vous semblera suffisamment confortable, car vous aurez besoin d'être bien assis pour avoir les idées claires. Vous serez attentif, car vous aurez dans l'idée de faire baisser le prix en ayant des arguments imparables.



Poisson (19 février - 21 mars)

Des rivalités se déclarent dans votre lieu professionnel et vous disposez de peu d'influence. Des rivalités qui couvaient deviennent plus grandes et l'ambiance se tend. Ne cherchez pas à négocier une perspective d'évolution, ce n'est pas le jour idéal.

Les dépenses sont encore nombreuses. Un point est à réaliser sur votre façon de vivre la gestion financière. Ne cherchez pas à faire plaisir à des proches ou des amis, gardez de la trésorerie pour subvenir aux besoins qui vont arriver sur la fin du mois.



Orabank

un partenaire à votre écoute



Grandir
ensemble
et pour
l'Afrique

Groupe Orabank : Bénin - Burkina - Côte d'Ivoire - Gabon - Guinée - Guinée Bissau - Mali - Mauritanie - Niger - Sénégal - Tchad - Togo

www.orabank.net

